



« L'école n'est pas un jardin à la française » : la méthode et les priorités du nouveau ministre de l'Éducation

DÉCRYPTAGE - Après la valse des ministres sans changements profonds, Édouard Geffray souhaite revenir aux fondamentaux de l'école publique.

Par Caroline Beyer

Publié le 29 octobre 2025 à 15h03, mis à jour le 29 octobre 2025 à 20h31

éducation | lecture | budget | Elisabeth Borne | gabriel attal

Malgré l'instabilité gouvernementale qui menace, le changement de ton est salvateur pour l'école. Après trois années émaillées de pâles annonces politiciennes, portées par des ministres de l'Éducation pas toujours au fait des réalités scolaires, le nouvel hôte de la rue de Grenelle recentre le débat sur la question éducative. « *Je suis un serviteur de l'école, pour laquelle j'ai beaucoup travaillé en tant que fonctionnaire. Maintenant je suis ministre, c'est autre chose. Mais je suis là pour servir l'école* ». Invité de France Inter le 22 octobre, Édouard Geffray, énarque de 47 ans et 7^e ministre de l'Éducation nationale depuis 2022, nommé 10 jours plus tôt au sein du gouvernement Lecornu, a posé le cadre et la méthode. Alors que l'actuel projet de loi de finances prévoit la suppression de 4 000 postes d'enseignants, baisse démographique oblige, mais aussi la création de 5 400 emplois – essentiellement liée à la réforme de la formation des enseignants qui va voir arriver des stagiaires rémunérés après la licence –, « *l'urgence* », c'est de « *préparer la rentrée* » 2026.

À l'en croire, il ne faudra pas s'attendre avec lui à des annonces tous les quatre matins ni à des dispositifs sortis du chapeau pour soigner les maux de l'école. Pas question d'une « *organisation universelle* » pour tous les établissements scolaires, décrétée de la Rue de Grenelle, car « *l'école n'est pas un jardin à la française* ». Elle doit « *s'adapter aux réalités territoriales* », insiste-t-il. Il faut donc mettre fin au « *saupoudrage* » des moyens, à l'œuvre depuis de longues années, dans le mythe d'une éducation « nationale ». Le nouveau ministre prévoit de fournir des « *moyens supplémentaires* » à « *15 % des collèges concentrant la très grande difficulté scolaire* ». Des établissements dans lesquels 40 % des élèves ont moins de 8 sur 20 au brevet et qui ne relèvent pas forcément de l'éducation prioritaire. Au programme ? Plus de formation continue pour les profs, davantage de moyens psychosociaux et un suivi régulier par les inspecteurs. Une démarche inédite qu'Édouard Geffray prévoit de mettre en place dès la rentrée 2026. Si le temps politique lui en laisse l'occasion.

« *Travailler calmement* »

Sur le fond, il s'agira de « *travailler calmement* », a-t-il expliqué. Une liberté que n'ont pas eue ses prédécesseurs, trop occupés à gérer leur agenda politique. Du « choc des savoirs », légué à l'Éducation nationale par un Gabriel Attal avide de s'envoler pour Matignon, il ne reste aujourd'hui presque plus rien. Quant à Elisabeth Borne, malgré son « poids politique » si souvent mis en avant lors de son passage de dix mois, elle aura laissé le souvenir d'annonces aussi nébuleuses qu'irréalisées.

» **LIRE AUSSI** - Jean-Pierre Farandou, Monique Barbut, Édouard Geffray... Le vrai-faux retour de la société civile au gouvernement

Pour avoir été DRH de l'Éducation nationale, nommé au début du premier quinquennat Macron, puis directeur de l'enseignement scolaire, Édouard Geffray a bénéficié pendant sept ans (jusqu'en août 2024) d'un poste d'observation de choix. Il a pu tirer les leçons sur la baisse du niveau scolaire, matérialisée par de multiples études scientifiques, mais aussi sur le fonctionnement du « mammouth » et les errements politiques. « *J'ai travaillé sous cinq ministres différents, qui avaient des orientations différentes et qui ont mené des actions différentes* », a expliqué le haut fonctionnaire sur France Inter. *Maintenant je suis ministre* ».

La lecture, « *c'est l'urgence absolue* », affirme-t-il. Le mantra de tout ministre de l'Éducation. Mais, là encore, pas de recette miracle au programme. Les études montrent que les inégalités scolaires liées au vocabulaire se jouent pour beaucoup sur la « *lecture du soir* », entre zéro et six ans. Il faut donc une pratique « *plus intensive*





dans la classe et hors la classe », en incitant les parents à prendre cette habitude.

Le 28 octobre, Édouard Geffray participait à la réunion sur la « démocratie à l'épreuve des réseaux et des algorithmes », présidée par Emmanuel Macron, à laquelle étaient présents des chercheurs, des élus, des responsables d'associations et des lycéens. Les débats ont porté sur l'impact des écrans sur la santé mentale des enfants, sujet largement abordé par le chef de l'État ces derniers mois. Du côté de l'Éducation nationale, c'est un cap qu'il convient aujourd'hui de fixer, à l'heure de l'usage du numérique dans les classes. En ligne de mire, les manuels numériques, dont les prétendus avantages n'ont pas été évalués jusque-là ou encore l'intelligence artificielle générative. Sujets qui mériteraient d'être travaillés calmement, sur le long terme. Encore une fois, si le contexte politique le permet.

